

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 21/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOVAPEX

Rue Gaston Monmousseau
38550 Saint-Maurice-L'exil

Références : 2026-Is093SPF
Code AIOT : 0010400104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2026 dans l'établissement NOVAPEX implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne. L'inspection a été annoncée le 08/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVAPEX
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0010400104
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

NOVAPEX est un acteur majeur de la chaîne du phénol et des solvants oxygénés. Cette société est

composée du site de Salaise-sur-Sanne situé sur la plate-forme de Roussillon dans le département de l'Isère (objet du présent rapport) et du site de Grand-Serre dans le département de la Drome (stockage souterrain de propylène).

Les matières premières exploitées sur le site sont le propylène et le benzène. Outre la production de phénol, le procédé mis en œuvre génère des co-produits valorisés sur le site. On distingue ainsi sur le site plusieurs ateliers correspondant à la fabrication du phénol, aux réactions préalables ainsi qu'à la valorisation des co-produits générés :

- la fabrication de cumène à partir du propylène et du benzène,
- la production de phénol (et d'acétone) par oxydation du cumène,
- la production d'isopropanol (IPA) à partir de l'acétone,
- la fabrication d'acétate d'isopropyle (IPAC) à partir d'IPA,
- la fabrication de diisopropyl éther (DIPE) à partir d'IPA

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite inspection 2025 - Émissions canalisées de cumène (H350)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27 7° c)	Demande d'action corrective	1 mois
5	Suite inspection 2025 : Émissions de COV diffuses surfaciques	AP Complémentaire du 19/03/2025, article 2.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Revue de l'autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article annexe 1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Maîtrise des émissions de benzène	Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article annexe 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite inspection 2025 –	AP Complémentaire du 20/02/2019, article art 9-1-4-2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Raccordement des ciels gazeux des citernes		
3	Suite inspection 2025 : Taux d'indisponibilité RTO	Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article 2 point 3.4.4.2	Sans objet
4	Suite inspection 2025 - Maintenance préventive du RTO	AP Complémentaire du 19/03/2025, article 2.8, 2.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection fait état d'un suivi satisfaisant des différentes problématiques liées aux émissions atmosphériques. Néanmoins, les niveaux d'émissions restent élevés et lui imposent de poursuivre les améliorations engagées.

Suite à l'inspection, l'inspection des installations classées formule 4 demandes d'actions correctives et 2 observations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection 2025 – Raccordement des ciels gazeux des citernes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2019, article art 9-1-4-2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>art 9-1-4-2 : installations de chargement camion/wagons IPA ou IPAC : « les opérations de chargement des wagons et camions n'émettent pas de rejets gazeux. A cet effet, les ciels gazeux des citernes routières ou ferroviaires sont mis en liaison avec les réservoirs de stockage lors des opérations de chargement.</p> <p><u>Observation n°1 suite à l'inspection du 23 mai 2025 :</u> L'exploitant doit procéder à l'étiquetage des nouvelles tuyauteries de raccordement du poste d'empotage d'acétone Nord.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Pour rappel, le raccordement des ciels gazeux des réservoirs et des citernes en cours de chargement à un dispositif de traitement thermique des effluents gazeux (RTO) est une règle générale sur le site pour atteindre un bas niveau d'émissions de COV.</i></p> <p><i>En dernier lieu, le poste d'empotage Acétone Nord a été raccordé au RTO.</i></p>

Dans son courrier de réponse réf. BL 2025/06 du 13 octobre 2025, l'exploitant indique que l'étiquetage des nouvelles tuyauteries a été complété. Ce point a été confirmé en séance et l'exploitant a rappelé que l'étiquetage des tuyauteries est bien une pratique généralisée sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a pris en compte de manière satisfaisante l'observation n°1 formulée suite à l'inspection du 23 mai 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite inspection 2025 - Émissions canalisées de cumène (H350)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27 7° c)

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de **2 mg/m³ en COV** est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Le préfet peut accorder une dérogation aux prescriptions des deux précédents alinéas si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement.

Demande d'action corrective n°1 formulée suite à l'inspection du 23 mai 2025 :

L'exploitant rétablit la conformité du rejet à la valeur-limite en concentration pour la somme des composés « CMR » définie au point 7° c) de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ou bien formule une demande de dérogation dans les conditions prévues par ce même article (incluant une étude technico-économique et une évaluation des risques sanitaires et environnementaux).

Constats :

Le cumène est un intermédiaire de production produit massivement sur le site à partir du benzène et du propylène par réaction catalytique. Les données de sécurité intégrées à l'étude de dangers associaient au cumène les mentions de dangers suivantes :

- *H226 : Liquides et vapeurs inflammables*
- *H304 : Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires*
- *H335 : Peut irriter les voies respiratoires*
- *H411 : Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme*

Désormais, la classification harmonisée inclut la mention de danger H350 : Peut provoquer le cancer. Le cumène relève donc désormais du point c) du 7° de l'art. 27 de l'arrêté ministériel du février 1998 modifié relatif aux COV cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR) .

Rejets canalisés de cumène :

Comme figuré dans le rapport synthétisant les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques pour l'année 2025, les concentrations en cumène en sortie de du RTO sont chroniquement supérieures à l'attendu au regard de la valeur-limite applicable à la concentration de l'ensemble des composés CMR.

En effet, les concentrations en cumène en aval du RTO, mesurées mensuellement, ont oscillé entre 9,7 mg/Nm³ et 22,5 mg/Nm³ pour une moyenne sur l'année de 16,8 mg/Nm³.

En conséquence, la valeur-limite en COV - CMR est dépassée d'un facteur 10 environ. L'exploitant estime que la quantité de cumène excédentaire par rapport à la limite réglementaire s'élève à environ 3,6 tonnes.

Il convient de noter que cet écart réglementaire intervient alors que les émissions de COV totaux ont été globalement maîtrisées sur l'année.

Rejets diffus de cumène :

Le cumène est stocké dans deux postes de stockage implantés au Parc Sud et au parc Nord. Ces stockages sont associés à des émissions diffuses surfaciques notables.

Plan d'actions envisagé :

Au regard de la situation ainsi caractérisée, l'exploitant rappelle que, dans le cadre du réexamen IED LVOC, il a déjà été amené à mettre en œuvre toutes les dispositions de diminution des émissions de COV qu'il estime possibles d'un point de vue technico-économique.

Ce point avait effectivement été examiné par l'inspection des installations classées dans le contexte de la demande de dérogation au NEA-MTD. Le traitement des rejets canalisés doit aujourd'hui faire l'objet d'un suivi spécifique dès les phases amont que sont la condensation et l'adsorption sur charbons actifs. Une étude technico-économique avait appuyé la demande à laquelle une suite positive avait été donnée à la condition d'une compensation par une diminution des émissions diffuses équivalente à l'excédent lié au régime dérogatoire.

Dans la continuité de ce positionnement, l'exploitant demandera une dérogation à la valeur-limite en COV CMR dans les conditions prévues à l'article 27 7° c) de l'arrêté ministériel du 2

février 1998. Cette demande sera assortie de la proposition d'une compensation de l'excédent de cumène émis dans le rejet canalisé par des dispositions permettant la captation d'émissions diffuses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La demande d'action corrective n°1 formulée suite à l'inspection du 23 mai 2025 n'est pas soldée.

Demande d'action corrective n°1 :

Il est demandé à l'exploitant de formuler sous 1 mois sa demande de dérogation dans les conditions prévues à l'article 27 7° c) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Suite inspection 2025 : Taux d'indisponibilité RTO

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article 2 point 3.4.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

3.4.4.2 : suivi des indisponibilités - taux maximal = 5 %

Demande d'action corrective n°2 formulée suite à l'inspection du 23 mai 2025 :

Il est demandé à l'exploitant de maintenir un haut niveau de maintenance préventive et de prendre les dispositions nécessaires à la remise en service la plus rapide en cas de panne. Toutes les dispositions nécessaires doivent être prises pour respecter le taux minimal d'indisponibilité du RTO.

Constats :

Dans son courrier de réponse réf. BL 2025/06 du 13 octobre 2025, l'exploitant indiquait avoir fait rénover l'intérieur de l'oxydateur thermique : céramiques et fibres réfractaires. Confirmant apparemment l'efficacité de la maintenance préventive de l'installation, le rapport des rejets atmosphériques pour l'année 2025 conclut un taux de disponibilité s'élevant à 96,4 %, ce qui est satisfaisant au regard du seuil réglementaire de 95 %. Conformément à l'attendu, les périodes indisponibilités subies sont commentées dans le rapport annuel. En séance, l'exploitant a indiqué que les prochaines actions de maintenance préventive étaient prévues à l'occasion de l'arrêt général d'août 2026.

Postérieurement à la visite, un épisode d'indisponibilité a débuté suite à des mouvements vibratoires préoccupants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La demande d'action corrective n°2 formulée suite à l'inspection du 23 mai 2025 est considérée comme soldée. Néanmoins, l'oxydateur thermique régénératif reste manifestement sujet à des incidents conduisant à des périodes d'indisponibilités. Son entretien restera un point d'attention particulièrement suivi par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suite inspection 2025 - Maintenance préventive du RTO

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2025, article 2.8, 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Article 2.8 : Maintenance préventive de l'oxydateur thermique régénératif</u> (...) <p>L'exploitant définit et met en place un programme de maintenance préventive de l'oxydateur thermique prévoyant a minima les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en stock des céramiques en magasin, • Plan de contrôle préventif par thermographie, • Surveillance vibratoire des ventilateurs, • Tournées de graissage renforcées, • Contrôle annuel des étanchéités des volets. <u>Article 2.9 : Stock de charbons actifs</u> (...) <p>L'exploitant doit en permanence être en mesure de justifier qu'il dispose d'un stock de charbons actifs permettant leur remplacement intégral en cas de dégradation de leur efficacité.</p> <u>Observation n °3 formulée suite à l'inspection du 23 mai 2025 :</u> L'exploitant complète le stock de charbon actif et commente le commentaire ci-dessus (est-il possible d'anticiper le remplacement des lits de charbon grâce au suivi en continu du flux de COV rejeté?). <u>Observation n°4 formulée suite à l'inspection du 23 mai 2025 :</u> Au vu de la réserve mentionnée, l'inspection des installations classées est susceptible d'examiner en 2026 le dernier rapport de surveillance vibratoire des ventilateurs du RTO.
Constats : <i>Le rapport annuel 2025 justifie les indisponibilités du RTO par :</i>

- *Juin : arrêt pour remplacement d'un vérin fuyard et remplacement de la soupape du K20100*
- *Septembre : arrêt du RTO pour remplacement de la détection du disque de rupture*

Gestion des lits de charbons actifs :

Dans son courrier de réponse au rapport de l'inspection « air » de 2025, l'exploitant indique que le stock disponible sur site correspond à 76 % de la masse nécessaire pour le renouvellement complet. Il indique que cette quantité est en pratique suffisante.

Pour justifier sa capacité à remplacer à temps des charbons usagés, l'exploitant valorise un suivi des paramètres représentatifs de leur état : delta P, LIE, concentrations en COV ... Illustrant ce suivi, une note datée de 2024 a été présentée, elle conclut à la tenue des charbon jusqu'en août 2025. L'exploitant indique qu'une note équivalente doit valider la tenue de charbons actuellement en place **mais il n'a pas été en mesure de la produire en séance.**

Suivi vibratoire des ventilateurs du RTO :

L'exploitant a présenté des éléments justifiant son suivi de la problématique de vibration des ventilateurs. Notamment des opérations de reprise du supportage au sol ont été réalisées.

Postérieurement à la visite, un incident lié à cette même problématique de vibration est survenu, confirmant la criticité de ce sujet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 :

La maintenance préventive de l'oxydateur thermique régénératif reste un point d'attention. Le suivi de l'exploitant doit s'enrichir du retour d'expériences acquis suite aux incidents passés. La prise en compte de l'incident de mai 2026 pourra être interrogée dans ce cadre lors d'une future visite d'inspection.

Observation n°2 :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre la note relative au suivi des lits de charbons évoquée en séance. (Il est attendu qu'elle confirme la tenue des charbons jusqu'à août 2026.)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suite inspection 2025 : Émissions de COV diffuses surfaciques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2025, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 2.5 : Méthode de surveillance des émissions diffuses de COV

Le chapitre 3.6.2. - COV de l'article 2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral cadre n°2010-01455 du 23 février 2010 est modifié comme suit :

(...)

III. Calcul des émissions sur la base des facteurs d'émission, **validé périodiquement** (une fois tous les deux ans par exemple) par des mesures.

Demande d'action corrective n° 4 formulée suite à l'inspection du 23 mai 2025 :

L'exploitant présente sous 4 mois les dispositions prévues pour valider périodiquement les calculs d'émissions diffuses surfaciques de COV. L'initiation de cette démarche est attendue courant 2025, il devra en être fait état dans le prochain rapport relatif aux rejets atmosphériques.

Constats :

Les émissions diffuses sur le site sont évaluées annuellement. Les émissions diffuses fugitives sont calculées sur la base de mesures par reniflage. Quant aux émissions diffuses surfaciques, elles sont calculées selon la méthode API. L'application des BREFs impose désormais la validation de ces calculs par des mesures. Ce dernier point est l'objet du présent point de contrôle.

Des mesures des émissions diffuses ont été réalisées en septembre 2025 sur 5 bacs. L'exploitant prévoit, conformément à l'attendu, de couvrir l'ensemble des bacs au terme d'une période de 5 ans.

En séance, l'exploitant a présenté le rapport mais ce dernier n'a pas encore été transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant communique ses doutes quant à la pertinence des résultats. En effet, ils sont significativement inférieurs aux émissions évaluées par le calcul réalisé selon sa méthode API.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°2 :

Il est demandé à l'exploitant de communiquer sous un mois le rapport de la campagne de mesures des émissions diffuses surfaciques de COV. Elle doit être assortie d'un courrier d'accompagnement dans lequel l'exploitant commente la pertinence des valeurs considérées dans le rapport annuel et présente la suite du programme de mesures.

Par ailleurs, il est indiqué à l'exploitant qu'une démarche exploratoire visant à identifier la méthodologie la plus pertinente est acceptable. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les actions menées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Revue de l'autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Fréquences des analyses (prescription applicable antérieurement à l'APC IED de 2025) :

Point de rejet sortie du traitement thermique :

- COVNM : surveillance mensuelle et annuelle par un organisme tiers
- COV « annexe III » : trimestrielle et annuelle par un organisme tiers
- COV « phrases de risques » : trimestrielle et annuelle par un organisme tiers
- COV « R40 » : trimestrielle et annuelle par un organisme tiers
- Monoxyde de carbone : annuelle par un organisme tiers
- Oxydes d'azote : annuelle par un organisme tiers
- Méthane : annuelle par un organisme tiers

art . 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

7° Composés organiques volatils :

La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane, est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie (...)

Constats :

L'exploitant a présenté les données relatives au suivi en continu des émissions de COV totaux en sortie du RTO. On retient des périodes d'indisponibilités prolongées sur les périodes décembre - janvier 2025 et décembre 2025 - avril 2026. L'exploitant explique concernant cette dernière période que le traçage de la ligne d'échantillonnage est tombé en panne.

L'exploitant a présenté un graphique où figurent la courbe de l'analyse en ligne et les résultats des analyses de l'APAVE. Les écarts entre les deux modalités de suivi sont significatifs et l'exploitant propose de maintenir les mesures de l'APAVE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de l'ampleur des indisponibilités et des écarts avec les mesures de l'APAVE, un écart réglementaire est retenu relativement aux modalités de la surveillance en permanence des émissions de COV totaux en sortie du RTO.

Demande d'action corrective n°3 :

Il est demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires à la fiabilisation des suivis en continu des COV en sortie du RTO en termes de taux de disponibilité (réduction des périodes de panne) et de calage des résultats (métrologie). Sur le dernier point, l'application d'une procédure de type QAL est préconisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Maîtrise des émissions de benzène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Valeurs limites de rejet

Benzène (conc) : 1 mg/Nm³

Constats :

Le rapport de l'inspection 2025 n'a pas couvert les suites de l'inspection 2024 relatives à la non-conformité des rejets canalisés pour le paramètre Benzène(conc.). Le présent point de contrôle décrit donc les suites données sur une période de 2 ans.

Comme il s'y engageait dans son courrier de réponse au rapport de l'inspection de 2024 (réf. BL 2024/05 du 5 juillet 2024), l'exploitant fait désormais réaliser des mesures de benzène dans les effluents atmosphériques prélevés respectivement en amont et en aval du RTO. On en retient que, pour le benzène, le taux d'abattement du RTO est globalement satisfaisant. Cependant, le rejet est non-conforme à la valeur-limite en concentration pour 2 analyses (sur les 13 mesures de l'année 2025). En 2024, 5 dépassements avaient été relevés.

Il convient de préciser ici que les émissions annuelles de benzène en 2025 sont récapitulées dans le rapport annuel des rejets atmosphériques :

- « 1. Émissions fugitives : 430,2 kg/an
- 2. Émissions canalisées (sortie RTO en fonctionnement) : 177 kg/ an
- 3. Émissions canalisées non traitées (RTO indisponible) : 112 kg/an
- 4. Rejets accidentels : non retenus

Aucune source d'émissions diffuses surfaciques de benzène n'est considérée : les réservoirs de stockage sont tous raccordés au RTO.

Les émissions totales de benzène s'élèvent donc à 719 kg, ce qui est inférieur au seuil réglementaire de 3 t/an.

L'exploitant indique que les émissions de benzène ne sont pas corrélées aux opérations de dépotage de barges de benzène mais elles semblent associées aux ouvertures de vannes d'évent des bacs stockeurs du parc Sud. L'exploitant a présenté une solution technique adaptée : l'ajustement des pressions d'ouverture des vannes d'évent qui a été d'ors-et-déjà été mis en œuvre.

Les écarts ont diminué mais ils subsistent de manière moins fréquente.

L'exploitant a identifié un autre levier d'action : l'utilisation de la colonne D507 dès que la vanne d'évent des bacs de benzène s'ouvre. Le projet de modification a été présenté, les travaux sont prévus avant fin octobre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La demande d'action corrective n°2 formulée suite à l'inspection du 15 mai 2024 est soldée car l'exploitant a procédé à une analyse de ses rejets de benzène et mis en place des actions correctives en conséquence. Néanmoins, le rejet est resté non conforme en 2025 vis-à-vis de la valeur-limite en concentration de benzène dans les effluents atmosphériques pour 2 des mesures mensuelles réalisées dans le cadre de l'auto-surveillance.

Demande d'action corrective n°4 :

Dans la continuité des actions déjà menées, l'exploitant doit compléter sous 3 mois les actions correctives déjà mises en œuvre pour rétablir la conformité du taux de benzène en sortie du RTO.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois